

Vote électronique et utilisation des TIC dans les élections : "Faire le point et aller de l'avant"

PROGRAMME & LISTE DES ORATEURS

CONFERENCE



Conseil de l'Europe, Strasbourg, France

JUIN

16

2023

9.30-17.00 - Salle 2, Palais de l'Europe

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

PROGRAMME de la Conférence*

9.00–9.30 **Accueil des participant·e·s - Palais de l'Europe**

9.30–9.45 **Remarques préliminaires**

- **Paul ROWSELL**, Président du Comité européen sur la démocratie et la gouvernance ([CDDG](#))
- **Aloisia WÖRGETTER**, Ambassadrice Extraordinaire et Plénipotentiaire, Représentante permanente de l'Autriche auprès du Conseil de l'Europe

9.45–10.45 **Bilan de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2017)5 sur le vote électronique**

Quel est l'état des lieux concernant la mise en œuvre de la recommandation dans les États membres du Conseil de l'Europe ? Quelles sont les principales tendances, les défis majeurs et les enseignements tirés ? Comment la recommandation est-elle utilisée et quels sont les besoins des États membres ? Un résumé et une analyse des réponses au questionnaire (base de référence) seront présentés, suivis d'une discussion.

Modérateur : **Gregor WENDA**, Chef du Service des affaires électorales, Ministère de l'Intérieur, Autriche

Intervenant :

- **Rastó KUZEL**, expert du Conseil de l'Europe
Présentation des principales conclusions d'un questionnaire sur la mise en œuvre de la [CM/Rec\(2017\)5](#) dans les États membres

Questions et réponses

10.45 -11.00 *Pause café*

11.00 -12.00 **Des études de cas** présentant les travaux en cours ou l'expérience des organes de gestion des élections (OGE) ou des États membres en matière de vote électronique et de vote en ligne.

Des études de cas de différents États membres seront présentées, mettant en lumière les tendances actuelles, les défis et l'innovation dans le domaine du vote électronique et du vote en ligne, à la lumière de questions clés telles que la confiance, les cybermenaces et la résilience, la transparence et le respect des principes clés du cycle électoral.

Modérateur : **Franck DAESCHLER**, Chef adjoint, Division des élections et de la démocratie participative, Conseil de l'Europe

Intervenant·e·s :

- **Alexandru BERLINSCHII**, Secrétaire, Commission électorale centrale, République de Moldova
- **Simone EHRENBURG-SILIES**, Bureau d'évaluation technologique auprès du Bundestag allemand, Allemagne
- **Beat KUONI**, Chancellerie fédérale, Suisse
- **Giorgi KALANDARISHVILI**, Président, Commission électorale centrale, République de Géorgie

Questions et réponses

* Conférence co-organisée par Division de la gouvernance démocratique et Division des élections et de la démocratie participative

12.00-13.00 **Débat** :

Relever les défis liés à la mise en œuvre des solutions de vote électronique

Relever les défis liés à la mise en œuvre de solutions de vote électronique. Quels sont les besoins et les approches actuels en matière de secret du vote, de protection des données et de la vie privée, de sécurisation et de protection des infrastructures critiques, d'audit et de transparence des solutions de vote électronique et de renforcement des capacités des parties prenantes ?

Modératrice : **Ardita DRIZA MAURER**, experte du Conseil de l'Europe

Intervenant·e·s :

- **Adrià RODRIGUEZ-PEREZ**, Chercheur en politique publique, ScytI
- **Nicolae PANFIL**, directeur de programme, Promo-LEX, République de Moldova
- **Leontine LOEBER**, Chef de département, Ministère de l'éducation, de la culture et des sciences, Pays-Bas
- **Oliver KASK**, Juge, Président de la Commission électorale nationale d'Estonie, Membre suppléant de la Commission de Venise

Questions et réponses

13.00–14.30 *Pause déjeuner au Palais*

14.30–15.45 **Les technologies numériques dans les élections**

La transformation numérique a un impact sur tous les aspects de la vie, y compris l'organisation des élections. Les États membres numérisent actuellement de nombreux aspects de leur processus électoral. Les [lignes directrices du CM sur l'utilisation des TIC dans les processus électoraux](#) fournissent une orientation dans ce domaine. Quels sont les problèmes dans la pratique ?

Modérateur : **Daniel Popescu**, Chef du Service de la démocratie et de la gouvernance, Conseil de l'Europe

Intervenant·e·s :

- **Vladimir MISEV**, Conseiller électoral principal sur les nouvelles technologies de vote au Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE - OSCE/BIDDH Présentation du manuel du BIDDH "Observation des nouvelles technologies de vote"
- **David ERAY**, membre du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, présentation des résultats des missions d'observation des élections en ce qui concerne le vote électronique et l'utilisation des TIC dans les élections
- **Sylvie AFFHOLDER**, Chef de la Division de l'observation et de l'appui aux élections de l'APCE : présentation des conclusions concernant le vote électronique et l'utilisation des TIC dans les élections à partir de l'observation des élections de l'APCE

Discussion sur l'impact de l'utilisation de nouveaux outils de campagne (par exemple les applications et les outils pour mobiliser et cibler les électeurs, le microciblage, etc.) et l'impact des algorithmes et des solutions basées sur l'IA dans le processus électoral ainsi que, plus généralement, sur la cybersécurité dans les élections.

15.45–16.00 *Pause café*

16.00–17.00 **Voies à suivre**

Modérateur : **Gregor WENDA**, Chef du Service des affaires électorales, Ministère de l'Intérieur, Autriche

Intervenant :

- **Rastó KUZEL**, rapporteur général - *Discussion sur les conclusions préliminaires de la discussion à présenter à la plénière du CDDG*

Discussions et Conclusion :

- **Paul ROWSELL**, Président du Comité européen sur la démocratie et la gouvernance ([CDDG](#))

LISTE DES ORATEURS

Remarques préliminaires



Paul ROWSELL CBE

Chef de l'unité "Réforme de la gouvernance et démocratie", Département pour la mise à niveau, le logement et les communautés

Paul a une grande expérience de la réforme de la gouvernance démocratique, en particulier aux niveaux local et régional, ainsi que de la dévolution et de la décentralisation. Récemment, il a supervisé la législation britannique visant à décentraliser le pouvoir par la création d'un nouveau modèle d'autorité combinée de comté et d'un certain nombre de nouveaux accords de décentralisation. Il préside actuellement le Comité européen sur la démocratie et la gouvernance, dont les activités se sont concentrées cette année sur la production de recommandations sur l'utilisation de la démocratie délibérative et participative et sur les principes de la bonne gouvernance démocratique. Paul a été décoré de l'Ordre de l'Empire britannique (CBE) pour les services rendus à l'administration locale dans la liste des distinctions honorifiques de la Reine pour la nouvelle année 2017.



Aloisia WÖRGETTER

Ambassadrice Extraordinaire et Plénipotentiaire, Représentante permanente de l'Autriche auprès du Conseil de l'Europe

Aloisia est membre de la haute diplomatie autrichienne depuis de nombreuses années et a occupé des postes multilatéraux et bilatéraux. En tant qu'ambassadrice, elle a représenté l'Autriche en Algérie, au Niger et au Belarus. À la mission permanente de l'Autriche auprès des Nations unies à New York, elle a présidé le groupe de travail à composition non limitée chargé de rédiger un protocole additionnel à la convention des Nations unies contre toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, qui a établi un droit de plainte juridiquement contraignant. À Vienne, elle s'est occupée de diplomatie environnementale internationale et de questions liées au changement climatique, et a présidé le groupe de travail sur le dialogue des cultures du ministère autrichien des affaires étrangères. Elle est l'auteur de plusieurs publications spécialisées et a été chargée de cours aux universités d'Innsbruck et de Vienne, ainsi qu'à l'Académie diplomatique de Vienne. Dans le cadre de ses fonctions diplomatiques, elle a effectué de nombreuses missions d'observation électorale. Aloisia est actuellement la représentante permanente de l'Autriche auprès du Conseil de l'Europe. Elle est coordinatrice thématique pour la politique d'information du Comité des Délégués des Ministres.

Bilan de la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec(2017)5 sur le vote électronique



Gregor WENDA

Chef du Service des affaires électorales, Ministère de l'Intérieur, Autriche

Gregor est titulaire d'une maîtrise de la faculté de droit de l'université de Vienne (Magister iuris) et de l'école de commerce de l'université de Salzbourg (Master of Business Administration). Après avoir effectué son service militaire obligatoire et un stage au tribunal, Gregor a commencé à travailler au ministère fédéral autrichien de l'intérieur en 2003. Après deux ans en tant que juriste au département des affaires législatives, il a été transféré au département des affaires électorales, dont il est devenu le chef adjoint. En 2006, il a également été nommé vice-président du Conseil électoral fédéral autrichien. Depuis le 1er mai 2023, Gregor Wenda est le nouveau chef du département des affaires électorales du ministère fédéral de l'intérieur. Gregor est membre et contributeur des ateliers et comités du Conseil de l'Europe depuis près de 20 ans. En octobre 2015, il a été élu président du Comité ad hoc d'experts sur le vote électronique du Conseil de l'Europe (CAHVE), qui a été chargé de mettre à jour la recommandation du Comité des ministres sur le vote électronique jusqu'en 2016. La recommandation Rec(2017)5 du Conseil de l'Europe sur le vote électronique a été adoptée en 2017. Récemment, Gregor a participé à deux ateliers du CDDG. Outre son travail dans le domaine des affaires électorales, Gregor est conseiller personnel du directeur général des affaires juridiques du ministère fédéral de l'intérieur. Il est l'éditeur et l'auteur de nombreuses publications, y compris des articles et des commentaires, et occupe des fonctions dans différentes associations, notamment en tant que secrétaire général de la Société autrichienne des sciences administratives.



Rast'o KUŽEL

Directeur exécutif de MEMO 98 / Rapporteur général de la Conférence

Rast'o est un expert des médias et des élections avec plus de 24 ans d'expérience internationale. Depuis 1998, il dirige MEMO 98, une organisation de surveillance des médias ayant une vaste expérience dans la fourniture d'analyses pour le compte d'institutions internationales, ainsi que d'une assistance technique à différents acteurs électoraux. Rast'o a travaillé en tant qu'analyste, consultant et formateur en médias et élections, participant à plusieurs missions et projets d'observation électorale. Au cours des six dernières années, Rast'o s'est concentré intensivement sur la question de la désinformation en ligne dans le contexte des élections, ainsi que sur le rôle des réseaux sociaux pendant les élections et les moyens de lutter contre leur impact négatif sur celles-ci. Il a co-écrit le guide sur les réseaux sociaux, la désinformation et l'intégrité électorale ayant pour but d'aiguiller la Fondation internationale pour les systèmes électoraux dans ce domaine, ainsi que le guide de l'UNESCO/PNUD élections dans l'ère digitale publié par l'UNESCO, qui est un guide pratique axé sur l'Internet, les réseaux sociaux, la messagerie sociale et l'IA. S'appuyant sur son expérience en matière de surveillance des médias, Rast'o a rédigé une boîte à outils de surveillance des médias, qui a été élaborée dans le cadre du projet du Conseil de l'Europe "Soutien à la transparence, à l'inclusivité et à l'intégrité de la pratique électorale en Ukraine", mis en œuvre dans le cadre du plan d'action du Conseil de l'Europe pour l'Ukraine 2018-2022

Etudes de cas



Franck DAESCHLER

Chef adjoint, Division des élections et de la démocratie participative, Conseil de l'Europe

Franck a plus de 20 ans d'expérience dans le domaine des élections. Après avoir débuté comme observateur électoral de courte durée en 2000, il a été, de 2000 à 2007, expert en opérations et chef de mission adjoint au sein de l'équipe centrale de cinq missions d'observation électorale, avant de rejoindre la Division de l'observation des élections et de la coopération interparlementaire de l'Assemblée parlementaire, où il a travaillé pendant plus de 10 ans, et a organisé et réalisé plus de 50 missions d'observation électorale dans de nombreux États membres du Conseil de l'Europe, mais aussi en Europe, en Asie centrale et en Afrique du Nord. Franck a rejoint le Conseil de l'Europe en 1995. En tant que membre de la Division du soutien sur le terrain de la Direction générale des affaires politiques jusqu'en 2008, il a soutenu l'ouverture et assuré la mise en œuvre des nouveaux bureaux extérieurs et présences sur le terrain du Conseil de l'Europe, principalement dans les Balkans occidentaux, le Caucase du Sud et du Nord et les pays d'Europe de l'Est, et a pris part à plusieurs missions de longue durée sur le terrain. Au siège, il a également travaillé comme chargé de projet dans le domaine de la lutte contre la corruption à la Division de la criminalité économique, comme chargé de projet principal à la Division des conventions sportives et, après plusieurs années passées au Secrétariat de l'Assemblée parlementaire, il a rejoint la Division des élections et de la démocratie participative en 2021, où il gère une grande variété de projets de coopération dans le domaine des élections.



Alexandr BERLINSCHII

Secrétaire de la Commission électorale centrale de la République de Moldova

Alexandr a été nommé membre de la Commission électorale centrale (CEC) de la République de Moldova et occupe le poste de Secrétaire de la CEC à partir de 2021. Auparavant, il a occupé le poste de Chef adjoint (de 2014 à 2016) et a dirigé la division de gestion des élections de la Commission électorale centrale de la République de Moldova de 2016 à 2021. Il a commencé son activité professionnelle dans le département de l'administration publique des municipalités. Alexandr est titulaire d'un diplôme en sciences politiques de l'université d'État de Moldova et d'une maîtrise en droit pénal de l'université internationale libre de Moldova. Il a également suivi des cours de formation dans le domaine de la sécurité et de la défense nationale à l'Académie militaire de Moldova.



Simone EHRENBERG-SILIES

Bureau d'évaluation technologique auprès du Bundestag allemand, Allemagne

Simone travaille comme consultante senior chez VDI/VDE-IT depuis 2008. Elle a d'abord travaillé au sein du département Société et économie avant de rejoindre le département Démographie, clusters et prospective en 2011. Dès le début, elle a été impliquée dans les questions de recherche prospective et d'évaluation des technologies. Elle a dirigé le parrainage du projet ITA /Foresight pour le ministère fédéral allemand de l'éducation et de la recherche et est actuellement responsable de la gestion du projet "Digital Labour Society - Strategic Foresight" pour le ministère fédéral allemand du travail et des affaires sociales. Depuis 2014, elle participe à l'analyse de l'horizon de VDI/VDE-IT pour l'Office d'évaluation des technologies du Bundestag allemand et a publié en son nom sur des sujets tels que World without cash, Sustainable Cooling, additive manufacturing et Changing job profiles and qualification needs under the influence of digitalisation (un monde sans argent liquide, un refroidissement durable, la fabrication additive et l'évolution des profils professionnels et des besoins de qualification sous l'influence de la numérisation).



Beat KUONI

Chancellerie fédérale, Suisse

Beat est conseiller juridique à la section des droits politiques de la Chancellerie fédérale suisse, où il est responsable de la législation et des questions juridiques spéciales. Il a obtenu son doctorat à l'Université de Zurich avec une thèse comparative sur la démocratie directe dans les États fédéraux allemands et les cantons suisses. Beat Kuoni est un ancien membre de l'équipe suisse chargée du vote électronique à la Chancellerie fédérale et a contribué à l'élaboration de normes

nationales et internationales en matière de vote électronique.



Giorgi KALANDARISHVILI

Président de la Commission électorale centrale, République de Géorgie

Giorgi dirige la Commission électorale centrale (CEC) de Géorgie depuis le 3 août 2021, où il travaille depuis 2008. Du 9 septembre 2019 au 25 mai 2021, il a été Chef du département de la gestion des ressources humaines, et du 25 mai jusqu'à son élection à la présidence, il a dirigé le département de gestion des ressources humaines et de la sécurité du personnel de la CEC. En outre, Giorgi était le Président du Conseil pour l'égalité des sexes de l'Administration électorale (EA) ainsi que le

responsable de la qualité de la CEC conformément aux exigences de la norme internationale ISO 9001 : 2015. En 2012-2019, il a été Chef de la division de la maintenance juridique et, auparavant (2008-2012), Chef du département des relations publiques et de la presse. Avant de rejoindre la CEC, Giorgi a occupé différents postes, notamment au sein de JSC "Energy Invest" et de l'Administration du représentant de l'État/gouverneur d'Imereti. Giorgi a fait ses études à l'Université d'État Akaki Tsereteli de Kutaisi et à l'Université Ioane Petritsi. Il a participé à de nombreux cours internationaux, notamment en Estonie, en Pologne, en Israël, en Inde et en Suède. Il a acquis une formation dans les domaines électoral, juridique, égalité des sexes, technologies électorales, cyberhygiène, efficacité de l'administration publique, relations publiques et médias, protection des données personnelles, etc. Giorgi possède également de nombreuses années d'expérience dans la participation à des missions d'observation électorale dans différents pays. Il a participé à des missions d'observation à court et à long terme en tant qu'observateur international. En outre, Giorgi a suivi la formation de l'OSCE/BIDDH pour les observateurs à long terme en Bosnie-Herzégovine et est titulaire d'un certificat approprié.

Relever les défis liés à la mise en œuvre des solutions de vote électronique



Ardita DRIZA MAURER

Consultante juridique et experte en vote électronique

Ardita est une consultante juridique indépendante basée en Suisse. Elle se concentre sur les questions à la croisée des principes constitutionnels, de la législation électorale et de l'utilisation des technologies numériques dans les processus électoraux. Ardita a été l'experte principale du Comité européen sur la démocratie et la gouvernance (CDDG) pour les lignes directrices du Comité des ministres sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les processus électoraux dans les États membres du Conseil de l'Europe, approuvées par le Comité des ministres le 9 février 2022. Ardita a été l'experte principale du Comité ad hoc sur les normes juridiques, opérationnelles et techniques pour le vote électronique (CAHVE) sur la Recommandation CM/Rec(2017)5 du Comité des Ministres sur les normes pour le vote électronique, approuvée par le Comité des Ministres le 14 juin 2017 et les lignes directrices correspondantes. En sa qualité d'experte pour différentes institutions internationales, à savoir le Conseil de l'Europe et la Commission de Venise, Ardita travaille avec plusieurs pays, en particulier dans la partie orientale de l'Europe, sur les aspects juridiques liés à l'utilisation du vote électronique et d'autres TIC dans les processus électoraux. Ardita est l'auteur et l'éditeur de plusieurs contributions scientifiques sur le sujet, dont "E-Voting Case Law : A Comparative Analysis" (Ashgate/Routledge, 2015/2017). Auparavant, elle a travaillé dans l'administration publique, notamment en tant que membre et directrice du projet de vote par internet de la Chancellerie fédérale suisse (2006-2012).



Adrià RODRIGUEZ-PEREZ

Chercheur en politique publique, ScytI

Adrià est un analyste politique et juridique qui effectue des recherches et donne des conseils politiques à l'intersection de la gouvernance (mondiale) et des technologies émergentes. Il occupe actuellement les postes de chercheur en politique publique et de responsable de la protection des données, affaires commerciales chez ScytI Election Technologies, S.L.U. Adrià est également professeur adjoint de relations internationales et de gouvernance mondiale à l'Universitat Pompeu Fabra, à l'Institut Barcelona d'Estudis Internacionals (IBEI) et au CEI International Affairs. Adrià est titulaire d'un doctorat (Cum Laude) en droit électoral et TIC de l'Universitat Rovira i Virgili, avec mention industrielle chez ScytI. Il est diplômé en sciences politiques et en administration publique de l'université Pompeu Fabra, avec mention très bien, et est titulaire d'une maîtrise en relations internationales.



Nicolae PANFIL

Directeur de programme, Promo-LEX, République de Moldova

Nicolae est directeur du programme de suivi des processus démocratiques à l'association Promo-LEX (depuis avril 2021). Il est un défenseur actif des élections libres et équitables en Moldavie, avec 14 ans d'expérience dans la planification et la coordination de divers programmes orientés vers le suivi et le plaidoyer pour différents processus et réformes démocratiques. Nicolae a rejoint l'association Promo-LEX en 2013 en tant que coordinateur de programme. Depuis, il a contribué à l'organisation d'une vingtaine de missions d'observation électorale. De 2009 à 2016, il a également été secrétaire de la Coalition civique pour des élections libres et équitables. Dans le cadre de ses fonctions à Promo-LEX, il a coordonné un grand nombre d'activités importantes de suivi et de plaidoyer (par exemple, le suivi de la réforme du secteur de la justice 2012-2014 ; le suivi de la stratégie de développement de la police 2016-2020 ; le plaidoyer en faveur des réformes électorales en 2017 et 2022 ; le suivi des finances politiques en Moldavie, depuis 2015 ; le suivi de l'activité du Parlement, depuis 2016 ; le plaidoyer en faveur d'une réforme de l'administration publique locale, initiée en 2022/2023 en tant que membres et fondateurs de la Coalition pour la décentralisation, etc.) Nicolae est diplômé de l'Université

internationale libre de Moldavie (licence en psychologie) et de l'Université "Al. I. Cuza" (maîtrise en relations humaines et communication).



Leontine LOEBER

Cheffe de département, Ministère de l'éducation, de la culture et des sciences, Pays-Bas

Leontine a étudié le droit et a travaillé comme juriste législatif au ministère de l'intérieur et des relations du royaume des Pays-Bas. À ce titre, elle était chargée de rédiger les modifications de la loi électorale. Elle a ensuite travaillé au Conseil électoral néerlandais, où elle s'est notamment occupée de l'organisation des élections. Durant cette période, les Pays-Bas sont passés du vote électronique au vote par bulletin de vote. De 2010 à 2023, Leontine a travaillé au Conseil d'État en tant que juriste législatif et, depuis 2017, en tant que chef de secteur, conseillant sur la législation des ministères des Affaires générales, de l'Intérieur et de l'Éducation. Depuis 2023, elle est chef de département au ministère de l'éducation, de la culture et de la science. Leontine a obtenu un master en sciences politiques à l'Université de Leiden en 2011 et a publié des articles sur, entre autres, le vote électronique et la confiance des électeurs. En 2023, elle a obtenu son doctorat à l'Université d'East Anglia sur le thème de la fraude électorale. Elle est co-convocatrice du réseau de recherche sur la gestion électorale, qui a entrepris une étude comparative de plus de 70 organismes de gestion électorale. Elle est l'actuelle présidente de la conférence E-Vote-ID, une conférence où elle a présenté plusieurs articles au cours des dernières années. Outre son travail universitaire, Leontine a été observatrice électorale pour le BIDDH et a travaillé avec différentes ONG dans le domaine des élections.



Olivier KASK

Président de la Commission électorale centrale d'Estonie

Oliver est un juge estonien, Président de la Commission électorale nationale (depuis 2019), et un expert des droits de vote en Europe. Ses recherches portent sur le droit constitutionnel et plus particulièrement sur le droit électoral, les droits de l'homme et le droit administratif. Il est également co-auteur et co-éditeur de la Constitution estonienne. En 2017-2022, Oliver a été membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne et, entre 2010-2016, juge ad hoc à la Cour européenne des droits de l'homme. Au cours de sa carrière antérieure, il a été conférencier et Chef du département de droit public du ministère estonien de la justice. Oliver est un membre de longue date de la Commission de Venise du Conseil de l'Europe, dont il a été membre titulaire de 2005 à 2021 et membre suppléant depuis 2021. Parallèlement, entre 2006-2022, il a été membre du Conseil des élections démocratiques de la Commission de Venise, qu'il a présidé en 2017-2022.

Les technologies numériques dans les élections



Daniel POPESCU

Service de la démocratie et de la gouvernance

Daniel est le chef du département de la démocratie et de la gouvernance au Conseil de l'Europe. Il travaille pour le Conseil de l'Europe depuis 25 ans et s'occupe actuellement de questions relatives à la bonne gouvernance démocratique, telles que la réforme de l'administration publique à tous les niveaux et les principes fondamentaux de la démocratie, y compris les élections et la participation civique.



Vladimir MISEV

Conseiller principal du BIDDH sur les nouvelles technologies de vote

Vladimir a une formation en sciences politiques. Il travaille comme conseiller électoral au BIDDH depuis 2015. Vladimir a travaillé comme professeur de sciences politiques et comme chercheur principal dans plusieurs groupes de réflexion dans la région des Balkans. Il a plus de 20 ans d'expérience dans le domaine des droits de l'homme, de la démocratisation et des élections. Vladimir a participé à plus de 100 missions d'observation électorale du BIDDH dans plus de 40 pays.



David ERAY

Chef de la délégation suisse au Congrès des pouvoirs locaux et régionaux
 Porte-parole thématique du Congrès sur la numérisation et l'Intelligence artificielle, Ministre de l'environnement du canton du Jura

David est membre du Parti chrétien-social indépendant, élu au Gouvernement jurassien en 2015 et à la tête du ministère de l'Environnement, qui comprend également les transports, l'énergie, les infrastructures et l'informatique. Il est membre de la direction politique de l'Administration numérique suisse (Commission

de gestion politique/Services publics numériques Suisse), observateur au Forum régional de l'Association européenne de libre-échange (AELE - EFTA), Président de la délégation suisse au Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe et Porte-parole du Congrès sur la numérisation et l'Intelligence artificielle. Ingénieur en microtechnique et titulaire d'un executive-MBA, David a travaillé pendant 21 ans dans le secteur industriel en Suisse ainsi qu'aux Etats-Unis et en Inde avant de se lancer dans la politique.



Sylvie AFFHOLDER

Cheffe de la Division de l'observation et de l'appui aux élections de l'APCE :
 présentation des conclusions concernant le vote électronique et l'utilisation des TIC dans les élections à partir de l'observation des élections de l'APCE

Sylvie a rejoint le Conseil de l'Europe en 1995. Au sein du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, elle a principalement travaillé sur la consolidation de la démocratie locale et régionale dans les Balkans occidentaux, y compris sur les questions post-conflit (gestion du programme des agences de la démocratie locale), ainsi que sur le suivi et les activités électorales et l'observation des élections locales et régionales. Elle a rejoint la commission de l'égalité des chances pour les femmes et les hommes de l'Assemblée parlementaire en 2005, se concentrant sur la campagne de l'APCE sur la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, sur la convention d'Istanbul et sur la participation des femmes à la vie publique et politique. Elle a ensuite travaillé pendant douze ans au sein de la commission de suivi de l'APCE et de sa sous-commission sur les conflits concernant les États membres, collaborant étroitement avec plusieurs pays des Balkans occidentaux, ainsi qu'avec la République de Moldova et la Turquie. Elle dirige la Division de l'observation et du soutien électoraux de l'APCE depuis février 2023.